



DE VIVE VOIX 7.11

Mai 2020

Négociation 2.0 : vers un règlement en juin?

Depuis plus d'un an, nous élaborons patiemment, dans des échanges constants entre le bas et le haut de la « pyramide inversée », nos cahiers de demandes. La démocratie participative impose ainsi son rythme. Juste avant la crise, nous devions (enfin!) compléter l'adoption des demandes que la FNEEQ devait présenter et défendre auprès de la partie patronale à la table sectorielle. Cette négociation s'annonçait longue, alors que la conjoncture économique était pourtant très favorable.

Cette situation, comme vous le savez, a basculé au tournant du mois de mars. Si bien que nous sommes dans une nouvelle négociation, dans un contexte économique, politique et syndical fort différent. Cette négociation pourrait néanmoins se conclure très rapidement. C'est, du moins, mon impression.

Table centrale (dont la question salariale)

À la table centrale, les négociations entre la CSN et le gouvernement reprennent actuellement, après une pause de quelques semaines. Le gouvernement aurait offert, d'une façon plus ou moins informelle, de renouveler les conventions collectives pour une durée de trois ans, assorties d'une hausse salariale liée à l'inflation (que j'estime entre 4% et 5% sur 3 ans). La FNEEQ ne peut pas, pour l'instant, divulguer davantage d'information sur cette « proposition ».

Dans sa réponse au gouvernement, la CSN rappelle les grands principes adoptés par la FNEEQ et les autres fédérations : améliorer les salaires et, plus particulièrement, ceux des bas salariés, mais aussi les conditions de travail. En d'autres mots, la CSN veut des discussions à table centrale, mais aussi aux différentes tables sectorielles. La CSN souligne aussi qu'il faut prioriser, pour cette négociation, les bas salariés : préposés aux bénéficiaires, chargés de cours, enseignants précaires...

Table sectorielle (conditions de travail)

À la table sectorielle, il y a encore relativement peu d'information solide. Plusieurs scénarios semblent encore possibles.

Le gouvernement souhaite toutefois un renouvellement rapide des conventions collectives. Il souhaiterait ainsi, selon plusieurs sources, parvenir à une entente globale (central et sectoriel) avant la mise à jour économique de juin. Celle-ci permettra de mesurer pleinement l'impact (dévastateur) de la crise sanitaire sur l'économie et les finances publiques. Il sera alors plus difficile (question d'image!) d'accorder des hausses salariales en renouvelant les conventions collectives.

Nous sommes le 8 mai, faites le calcul... L'échéancier est pour ainsi dire très serré... Afin de faciliter un règlement rapide, le gouvernement semble être disposé à injecter des ressources (limitées!) afin d'améliorer (un peu) les conditions de travail. Bref, des négociations à la table sectorielle sont possibles, mais la FNEEQ doit pouvoir disposer rapidement d'un mandat pour le faire, alors que notre cahier de demandes n'est même pas encore complété!

Stratégie de la FNEEQ

Pour la FNEEQ, le changement de conjoncture nous contraint à réviser notre stratégie, puisque :

- La crise sanitaire ne va pas s'estomper au cours des prochains mois;
- L'économie québécoise est en récession et les finances publiques vont se dégrader rapidement;
- Le gouvernement Legault est excessivement populaire et souhaite un règlement rapide;
- Les organisations syndicales veulent un règlement rapide et négocient actuellement avec le gouvernement.

Dans ce contexte, il devient difficile de demeurer dans les gradins et de poursuivre comme si le contexte n'avait pas changé, en complétant notre cahier de demandes... Il a été décidé d'abandonner cet exercice et de définir, d'ici le 15 mai, les priorités que notre fédération devra défendre auprès de la partie patronale.

Le 15 mai! Vous avez sans doute eu la même réflexion que moi. Je n'ai pas la tête à conclure une négociation, alors que je suis en fin de session, que je dois adapter mes cours et envisager comment je vais reprendre mes cours à l'automne...

La conjoncture pourrait toutefois se dégrader encore et la situation sanitaire ne sera sans doute pas très différente à l'automne, en pleine crise économique... La possibilité de réaliser des gains est sans doute plus élevée actuellement que dans six mois.

Dans ce contexte, la FNEEQ nous demande un mandat afin d'être en mesure de pouvoir négocier à la table sectorielle en ayant un portrait de nos priorités. Concrètement, elle va nous proposer, au début de la semaine prochaine (lundi), une liste de priorités. Nous allons pouvoir nous exprimer, en assemblée syndicale (mercredi), sur cette liste. Retour sur les consultations des AG pour vendredi en regroupement Cégep. Une entente pourrait, par la suite, intervenir (ou pas) rapidement en juin.